ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT		ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle	
	AU MAROC			A L'ETRANGER
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide interna- tionale, les tarifs prévus ci- contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives...	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des conventions internationales lorsqu'aux termes des conventions, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe

SOMMAIRE	Pages
TEXTES GENERAUX	
Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail. – Nomination de la directrice.	
<i>Dahir n° 1-18-85 du 8 moharrem 1440 (18 septembre 2018) portant nomination de la directrice de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail.....</i>	1708
Autorité nationale de régulation de l'électricité. – Nomination du président.	
<i>Dahir n° 1-18-86 du 8 moharrem 1440 (18 septembre 2018) portant nomination du président de l'Autorité nationale de régulation de l'électricité.....</i>	1708
Presse et édition. – Modalités d'octroi de l'autorisation spéciale pour la création, la publication ou l'impression de toute publication périodique étrangère au Maroc.	Pages
<i>Décret n° 2-18-182 du 11 chaoual 1439 (25 juin 2018) relatif aux modalités d'octroi de l'autorisation spéciale pour la création, la publication ou l'impression de toute publication périodique étrangère au Maroc.</i>	1708
Garantie de l'Etat pour le remboursement des montants dus à « FT Impérium Sukuk CI ».	
<i>Décret n° 2-18-735 du 18 moharrem 1440 (28 septembre 2018) accordant la garantie de l'Etat, à concurrence d'un milliard cent millions (1.100.000.000) de dirhams, pour le remboursement des montants dus à FT Impérium Sukuk CI dans le cadre de l'émission des certificats de Sukuk Ijara, basés sur un droit d'usufruit, dont l'Etat est l'établissement initiateur.</i>	1709

	Pages	Pages
Protection du consommateur. – Enquêteurs relevant du ministère de l'énergie, des mines et du développement durable chargés de la recherche et de la constatation des infractions.		
<i>Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique et du ministre de l'énergie, des mines et du développement durable n° 1374-18 du 17 chaabane 1439 (4 mai 2018) relatif aux enquêteurs relevant du ministère de l'énergie, des mines et du développement durable chargés de la recherche et de la constatation des infractions aux dispositions de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur.</i>	1709	
Pêche maritime. – Réglementation de la pêche des grands crustacés.		
<i>Arrêté du ministre de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts n° 2930-18 du 8 moharrem 1440 (18 septembre 2018) modifiant l'arrêté n° 4201-14 du 2 safar 1436 (25 novembre 2014) réglementant la pêche des grands crustacés.....</i>	1710	
TEXTES PARTICULIERS		
Wana Corporate. – Approbation des modifications du cahier des charges particulier pour la réalisation des missions du service universel.		
<i>Décret n° 2-18-637 du 4 moharrem 1440 (14 septembre 2018) approuvant les modifications du cahier des charges particulier pour la réalisation des missions du service universel par Wana Corporate.</i>	1711	
Habilitation d'intermédiaires financiers à tenir des comptes titres :		
• Banque participative dénommée « Al Akhdar Bank ».		
<i>Arrêté du ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, ministre de l'économie et des finances par intérim n° 2279-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) habilitant la banque participative dénommée « Al Akhdar Bank » en sa qualité d'intermédiaire financier à tenir des comptes titres.....</i>	1712	
• Banque participative dénommée « Bank Al Youstr ».		
<i>Arrêté du ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, ministre de l'économie et des finances par intérim n° 2280-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) habilitant la banque participative dénommée « Bank Al Youstr » en sa qualité d'intermédiaire financier à tenir des comptes titres.....</i>	1712	
• Banque participative dénommée « Umnia Bank ».		
<i>Arrêté du ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, ministre de l'économie et des finances par intérim n° 2281-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) habilitant la banque participative dénommée « Umnia Bank » en sa qualité d'intermédiaire financier à tenir des comptes titres.....</i>	1713	
Equivalences de diplômes.		
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1922-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique.</i>	1713	
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1923-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.</i>	1714	
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1924-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.</i>	1714	

	Pages
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1925-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie.</i>	1715
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1926-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie. .</i>	1715
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1927-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie.</i>	1716
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1928-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.</i>	1716

	Pages
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1929-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 2075-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en endocrinologie et maladies métaboliques.</i>	1717
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1931-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie.</i>	1717
Société « CAM Leasing » – Agrément.	
<i>Décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 77 du 13 kaada 1439 (27 juillet 2018) portant agrément de la société « CAM Leasing » en qualité de société de financement spécialisée dans le crédit-bail.</i>	1718

CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

<i>Décision du CSCA n° 25-18 du 22 ramadan 1439 (7 juin 2018).....</i>	1719
<i>Décision du CSCA n° 27-18 du 12 chaoual 1439 (26 juin 2018).....</i>	1720

TEXTES GENERAUX

Nomination de la directrice de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail

Par dahir n° 1-18-85 du 8 moharrem 1440 (18 septembre 2018) Mme Loubna TRICHA a été nommée directrice de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail, à compter du 8 hija 1439 (20 août 2018).

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6711 du 14 moharrem 1440 (24 septembre 2018).

Nomination du président de l'Autorité nationale de régulation de l'électricité

Par dahir n° 1-18-86 du 8 moharrem 1440 (18 septembre 2018) M. Abdellatif BARDACH a été nommé président de l'Autorité nationale de régulation de l'électricité, à compter du 8 hija 1439 (20 août 2018).

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6711 du 14 moharrem 1440 (24 septembre 2018).

Décret n° 2-18-182 du 11 chaoual 1439 (25 juin 2018) relatif aux modalités d'octroi de l'autorisation spéciale pour la création, la publication ou l'impression de toute publication périodique étrangère au Maroc.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution, notamment son article 90 ;

Vu la loi n° 88-13 relative à la presse et à l'édition, promulguée par le dahir n° 1-16-122 du 6 kaada 1437 (10 août 2016), notamment son article 30 ;

Vu le décret n° 2-06-782 du 3 rabii I 1429 (11 mars 2008) fixant les attributions et l'organisation du ministère de la communication ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 29 ramadan 1439 (14 juin 2018),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Pour l'application des dispositions de l'article 30 de la loi n° 88-13 relative à la presse et à l'édition susvisée, tout propriétaire, locataire, gérant ou directeur d'une publication périodique étrangère à créer, publier ou imprimer au Maroc doit adresser une demande au Chef du gouvernement et l'accompagner d'une fiche technique fixée conformément au modèle annexé au présent décret.

Le modèle de ladite fiche technique est retiré du site électronique des services du Chef du gouvernement.

La demande visée au 1^{er} alinéa ci-dessus, est assortie, en outre, des documents justifiant les indications prévues à l'article 21 de la loi n° 88-13 précitée.

Ladite demande et les documents qui lui sont annexés sont déposés, contre récépissé, auprès du bureau d'ordre des services du Chef du gouvernement.

ART. 2. – Le Chef du gouvernement adresse un exemplaire de la demande et des documents qui lui sont annexés, pour avis, à l'autorité gouvernementale chargée de la communication.

ART. 3. – L'autorisation du Chef du gouvernement relative à la publication périodique étrangère au Maroc est octroyée par décret publié au « Bulletin officiel ».

ART. 4. – Le ministre de la culture et de la communication est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 11 chaoual 1439 (25 juin 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contreseing :

*Le ministre de la culture
et de la communication,*

MOHAMED EL AARAJ.

*

* *

Annexe au décret n° 2-18-182 du 11 chaoual 1439 (25 juin 2018) relatif aux modalités d'octroi de l'autorisation spéciale pour la création, la publication ou l'impression de toute publication périodique étrangère au Maroc

Modèle de la fiche technique relative aux indications à fournir pour la création, la publication ou l'impression de toute publication périodique étrangère au Maroc

- Nom et adresse de la publication périodique :
- Nom du directeur de la publication :
- Nationalité du directeur de la publication :
- Numéro du passeport :
- Numéro de la carte d'identité nationale ou de la carte de séjour :
- Siège de direction de la publication :
- Périodicité de la publication :
- Langue principale de publication :
- Mode de publication et de distribution :
- Nature de la publication (champs d'intérêt) :
- Dénomination et adresse de l'établissement chargé de l'impression :
- Nom et adresse du distributeur :

- Dénomination et adresse de l'établissement de presse propriétaire, locataire ou gérant de la publication périodique :
- Propriétaire de la publication périodique :
- Nationalité du capital de la société, des propriétaires, des associés ou des actionnaires :
- * Le directeur de la publication de l'écrit périodique étranger certifie l'exactitude des indications fournies.
- * Toute modification apportée aux indications ci-dessus doit faire l'objet d'une déclaration, dans les trente jours qui suivent, auprès de l'autorité gouvernementale chargée de la communication.

Fait à....., le..... signature :

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6691 du 2 kaada 1439 (16 juillet 2018).

Décret n°2-18-735 du 18 moharrem 1440 (28 septembre 2018) accordant la garantie de l'Etat, à concurrence d'un milliard cent millions (1.100.000.000) de dirhams, pour le remboursement des montants dus à "FT Impérium Sukuk CI" dans le cadre de l'émission des certificats de Sukuk Ijara, basés sur un droit d'usufruit, dont l'Etat est l'établissement initiateur.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu l'article 90 de la Constitution ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Dans la limite d'un montant maximum d'un milliard cent millions de dirhams (1.100.000.000 DH), l'Etat garantit le remboursement des montants dus et non payés par le ou les locataires au titre de tout contrat de louage à conclure entre le ou les locataires et Maghreb Titrisation agissant en sa qualité d'établissement gestionnaire au nom et pour le compte du compartiment « FT Impérium Sukuk CI » du fonds de titrisation « FT Impérium Sukuk », dans le cadre de l'émission des certificats de Sukuk Ijara, basés sur un droit d'usufruit, dont l'Etat est l'établissement initiateur.

ART. 2. – Les conditions et les modalités de la garantie prévue à l'article premier ci-dessus seront fixées dans un contrat à conclure à cet effet entre l'Etat représenté par le ministre chargé des finances et l'établissement gestionnaire Maghreb Titrisation.

ART. 3. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 18 moharrem 1440 (28 septembre 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMED BENCHAABOUN.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6713 du 21 moharrem 1440 (1^{er} octobre 2018).

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique et du ministre de l'énergie, des mines et du développement durable n° 1374-18 du 17 chaabane 1439 (4 mai 2018) relatif aux enquêteurs relevant du ministère de l'énergie, des mines et du développement durable chargés de la recherche et de la constatation des infractions aux dispositions de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DE L'INVESTISSEMENT, DU
COMMERCE ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE,

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE,

Vu le décret n° 2-12-503 du 4 kaada 1434 (11 septembre 2013) pris pour l'application de certaines dispositions de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2-14-541 du 11 chaoual 1435 (8 août 2014) fixant les attributions et l'organisation du ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement - département de l'énergie et des mines, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines et du développement durable n° 1656-17 du 27 ramadan 1438 (22 juin 2017) portant création et organisation des services extérieurs du ministère de l'énergie, des mines et du développement durable - département de l'énergie et des mines,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 4 du décret susvisé n° 2-12-503 les enquêteurs spécialement commissionnés pour la recherche et la constatation des infractions aux dispositions de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur et des textes pris pour son application, relevant du ministère de l'énergie, des mines et du développement durable - département de l'énergie et des mines sont nommés parmi les fonctionnaires suivants :

- les fonctionnaires titularisés exerçant au sein des services centraux du ministère de l'énergie, des mines et du développement durable - département de l'énergie et des mines et qui sont habilités à rechercher et à constater les infractions ;
- les fonctionnaires titularisés des services déconcentrés relevant du ministère de l'énergie, des mines et du développement durable - département de l'énergie et des mines et qui sont habilités à rechercher et à constater les infractions.

ART. 2. – La direction des combustibles relevant du ministère de l'énergie, des mines et du développement durable délivre aux intéressés, susvisés à l'article précédent, une attestation prouvant leurs qualifications, sur la base des formations et des évaluations nécessaires.

ART. 3. – Le présent arrêté conjoint sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 chaabane 1439 (4 mai 2018).

*Le ministre de l'industrie,
de l'investissement,
du commerce
et de l'économie numérique,*

MLY HAFID ELALAMY.

*Le ministre de l'énergie,
des mines
et du développement durable,*

AZIZ RABBAH.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6685 du 11 chaoual 1439 (25 juin 2018).

Arrêté du ministre de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts n° 2930-18 du 8 moharrem 1440 (18 septembre 2018) modifiant l'arrêté n° 4201-14 du 2 safar 1436 (25 novembre 2014) réglementant la pêche des grands crustacés.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE MARITIME, DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORÊTS,

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 4201-14 du 2 safar 1436 (25 novembre 2014) réglementant la pêche des grands crustacés ;

Après avis de l'Institut national de recherche halieutique ;

Après consultation des chambres des pêches maritimes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté susvisé n° 4201-14 du 2 safar 1436 (25 novembre 2014) sont modifiées comme suit :

« Article 3. – La pêche comme suit :

« 1) »

« 2) Dans la zone I : du 1^{er} octobre au 31 janvier de l'année « suivante, pour toutes les espèces visées à l'article premier « ci-dessus ;

« 3) Dans la zone II :

« a) ;

« b) du 1^{er} octobre au 31 janvier de l'année suivante, « pour les espèces de langouste rose et les espèces de crabes. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 8 moharrem 1440 (18 septembre 2018).

AZIZ AKHANNOUCH.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6713 du 21 moharrem 1440 (1^{er} octobre 2018).

TEXTES PARTICULIERS

Décret n° 2-18-637 du 4 moharrem 1440 (14 septembre 2018) approuvant les modifications du cahier des charges particulier pour la réalisation des missions du service universel par Wana Corporate.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications promulguée par le dahir n° 1-97-162 du 2 rabii II 1418 (7 août 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée, notamment ses articles premier (21°) et 13 bis ;

Vu le décret n° 2-97-813 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) portant application des dispositions de la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications en ce qui concerne l'Agence nationale de réglementation des télécommunications ;

Vu le décret n° 2-97-1026 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) relatif aux conditions générales d'exploitation des réseaux publics de télécommunications, tel qu'il a été modifié et complété, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2-09-451 du 13 ramadan 1430 (3 septembre 2009) portant approbation du cahier des charges particulier pour la réalisation des missions du service universel par la société Wana Corporate ;

Vu le décret n° 2-17-200 du 20 regeb 1438 (18 avril 2017) relatif aux attributions du ministre de l'industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 18 hija 1439 (30 août 2018),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont approuvées telles qu'annexées au présent décret, les modifications du cahier des charges particulier pour la réalisation des missions du service universel par Wana Corporate, approuvé par le décret susvisé n° 2-09-451.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique et le directeur général de l'Agence nationale de réglementation des télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 4 moharrem 1440 (14 septembre 2018).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contresing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMED BENCHABOUN.

*Le ministre de l'industrie, de
l'investissement, du commerce,
et de l'économie numérique,*

MLY HAFID ELALAMY.

*

* *

Les modifications relatives au cahier des charges particulier pour la réalisation des missions du service universel par Wana Corporate

« *Article premier.* – Objet du cahier des charges

« Le présent cahier des charges a pour objet de
« Wana Corporate.

« Les programmeset Wana Corporate.

« Chaque convention précise les spécificités de chaque
« programme notamment :

« – l'intitulé et l'objet du programme ;

« – ;

« – ;

« – ;

« – la durée et les modalités de renouvellement de la
« convention. Le renouvellement peut être assorti de
« modification des clauses de ladite convention et des
« conditions de sa mise en œuvre.

« – ;

« – les indicateurs de qualité de services y afférents.

« *Article 5.* – Entrée en vigueur du cahier des charges

« 5.1. Le présent cahier des charges est pris pour une
« durée minimale de trente (30) ans courant à compter du
« premier programme réalisé conformément à ses clauses.
« Toutefois, les programmes initiés dans le cadre des conventions
« conclues en application de l'article premier du présent cahier
« des charges demeurent régis par ses dispositions pendant
« toute la durée desdites conventions et jusqu'à épuisement
« de leurs effets.

(La suite sans modification.)

« *Article 6.* – Engagements de Wana Corporate

« 6.1 ;

« 6.2 ;

« 6.3 ;

« 6.4 ;

« 6.5 ;

« 6.6. En cas d'arrêt de la fourniture des services,
« à l'exploitant désigné à cet effet par l'Agence.

« Dans tous les cas, Wana Corporate est tenu de
« continuer à assurer l'exploitation et la fourniture des services
« objet des conventions visées à l'article premier ci-dessus, et
« ce, jusqu'à la reprise effective des installations et équipements
« concernés par l'exploitant désigné.

« En cas de poursuite de cette exploitation dans le seul « objectif d'assurer la continuité des services, Wana Corporate « est indemnisé conformément à la réglementation en vigueur « concernant le service universel. Le montant de l'indemnisation « est fixé par l'ANRT, après avis du Comité de gestion du « service universel des télécommunications. »

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6712 du 17 moharrem 1440 (27 septembre 2018).

Arrêté du ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, ministre de l'économie et des finances par intérim n° 2279-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) habilitant la banque participative dénommée « Al Akhdar Bank » en sa qualité d'intermédiaire financier à tenir des comptes titres.

LE MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES PAR INTÉRIM,

Vu la loi n° 35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs promulguée par le dahir n° 1-96-246 du 29 chaabane 1417 (9 janvier 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée, notamment ses articles premier et 24 ;

Vu le décret n° 2-18-650 du 19 kaada 1439 (2 août 2018) désignant le ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, pour assurer l'intérim du ministre de l'économie et des finances ;

Vu la demande d'habilitation formulée par la société « Al Akhdar Bank » ;

Vu la décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 65 du 12 chaoual 1438 (7 juillet 2017) portant agrément de la société « Al Akhdar Bank » en qualité de banque participative ;

Après avis du dépositaire central en date du 2 juillet 2018,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La banque participative dénommée « Al Akhdar Bank » est habilitée, en sa qualité d'intermédiaire financier, à tenir des comptes titres.

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

ABDELKADER AMARA.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6706 du 25 hija 1439 (6 septembre 2018).

Arrêté du ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, ministre de l'économie et des finances par intérim n° 2280-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) habilitant la banque participative dénommée « Bank Al Yousr » en sa qualité d'intermédiaire financier à tenir des comptes titres.

LE MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES PAR INTÉRIM,

Vu la loi n° 35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs promulguée par le dahir n° 1-96-246 du 29 chaabane 1417 (9 janvier 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée, notamment ses articles premier et 24 ;

Vu le décret n° 2-18-650 du 19 kaada 1439 (2 août 2018) désignant le ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, pour assurer l'intérim du ministre de l'économie et des finances ;

Vu la demande d'habilitation formulée par la société « Bank Al Yousr » ;

Vu la décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 67 du 22 chaoual 1438 (17 juillet 2017) portant agrément de la société « Bank Al Yousr » en qualité de banque participative ;

Après avis du dépositaire central en date du 2 juillet 2018,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La banque participative dénommée « Bank Al Yousr » est habilitée, en sa qualité d'intermédiaire financier, à tenir des comptes titres.

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

ABDELKADER AMARA.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6706 du 25 hija 1439 (6 septembre 2018).

Arrêté du ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, ministre de l'économie et des finances par intérim n° 2281-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) habilitant la banque participative dénommée « Umnia Bank » en sa qualité d'intermédiaire financier à tenir des comptes titres.

LE MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES PAR INTÉRIM,

Vu la loi n° 35-96 relative à la création d'un depositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs promulguée par le dahir n° 1-96-246 du 29 chaabane 1417 (9 janvier 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée, notamment ses articles premier et 24 ;

Vu le décret n° 2-18-650 du 19 kaada 1439 (2 août 2018) désignant le ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, pour assurer l'intérim du ministre de l'économie et des finances ;

Vu la demande d'habilitation formulée par la société « Umnia Bank » ;

Vu la décision du Wali de Bank Al-Maghrif n° 58 du 7 joumada II 1438 (6 mars 2017) portant agrément de la société « Umnia Bank » en qualité de banque participative ;

Après avis du depositaire central en date du 29 juin 2018,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La banque participative dénommée « Umnia Bank » est habilitée, en sa qualité d'intermédiaire financier, à tenir des comptes titres.

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

ABDELKADER AMARA.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6706 du 25 hija 1439 (6 septembre 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1922-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejeb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 15 mars 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Sénégal :

«

« – Diplôme d'études spécialisées (D.E.S) de gynécologie obstétrique, délivré par la Faculté de médecine, de pharmacie et d'odontologie, Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar - Sénégal - le 20 juillet 2016, assorti d'un stage d'une année : du 22 février 2017 au 22 février 2018 au sein du Centre hospitalier Ibn Rochd de Casablanca, validé par la Faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca - le 27 février 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6711 du 14 moharrem 1440 (24 septembre 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1923-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejev 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 15 mars 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est modifié et complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de docteur en médecine, assortis du « baccalauréat de l'enseignement secondaire – série sciences « expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme « reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Canada :

«

« – Doctorat en médecine (MD), délivré par la Faculté « de médecine, Université de Montréal - Canada - le « 7 juillet 2015. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6711 du 14 moharrem 1440 (24 septembre 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1924-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejev 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 15 mars 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est modifié et complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de docteur en médecine, assortis du « baccalauréat de l'enseignement secondaire – série sciences « expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme « reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Espagne :

«

« – Titulo universitario oficial de licenciada en medicina, « délivré par Universidad de Cantabria - Espagne. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6711 du 14 moharrem 1440 (24 septembre 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1925-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejeb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 15 mars 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Espagne :

«

« – Titulo oficial de medica especialista en nefrologia, « délivré par el ministro de educacion cultura y deporte - Espagne - le 26 août 2016. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6711 du 14 moharrem 1440 (24 septembre 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1926-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejeb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 15 mars 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – France :

«

« – Diplôme d'études spécialisées de cardiologie et « maladies vasculaires, délivré par l'Université « Bordeaux 2 - France - le 17 mars 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6711 du 14 moharrem 1440 (24 septembre 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1927-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 regeb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 15 mars 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 753-06 du 27 rabii I 1427 (26 avril 2006) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en néphrologie, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Sénégal :

«

« – Diplôme d'études spécialisées (D.E.S) de néphrologie, délivré par la Faculté de médecine, de pharmacie et d'odontologie, Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar - Sénégal - le 10 mars 2017, assorti d'une attestation d'évaluation des connaissances et des compétences, délivrée par la Faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca - le 27 février 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

KHALID SAMADI.

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1928-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) modifiant et complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 regeb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 15 mars 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est modifié et complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, assortis du baccalauréat de l'enseignement secondaire – série sciences expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Fédération de Russie :

«

« – Qualification en médecine générale, docteur en médecine, délivrée par l'Université d'Etat de médecine de Riazan - Fédération de Russie - le 22 juin 2011, assortie d'un stage de deux années : du 24 janvier 2016 au 25 janvier 2018 au sein du Centre hospitalier Hassan II de Fès, validé par la Faculté de médecine et de pharmacie de Fès - le 19 février 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

KHALID SAMADI.

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1929-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 2075-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en endocrinologie et maladies métaboliques.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2075-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en endocrinologie et maladies métaboliques, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejeb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 15 mars 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2075-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en endocrinologie et maladies métaboliques est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Fédération de Russie :

«

« – Diplôme d'études spécialisées de médecine (Ordinatura) dans la spécialité endocrinologie, délivré par l'Université d'Etat de médecine I.P.Pavlov de Riazan - Fédération de Russie - le 1^{er} août 2015, assorti d'un stage de deux années : du 24 janvier 2016 au 25 janvier 2018 au sein du Centre hospitalier Hassan II de Fès, validé par la Faculté de médecine et de pharmacie de Fès - le 19 février 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6711 du 14 moharrem 1440 (24 septembre 2018).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 1931-18 du 1^{er} hija 1439 (13 août 2018) complétant l'arrêté n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie, tel qu'il a été complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n° 710-18 du 11 rejeb 1439 (29 mars 2018) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 15 mars 2018 ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2188-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus «équivalents au diplôme de spécialité médicale en ophtalmologie « est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Fédération de Russie :

«

« – Diplôme d'études spécialisées de médecine (Ordinatura),
« dans la spécialité ophtalmologie, délivré par l'Université
« d'Etat de médecine I.P.Pavlov de Riazan - Fédération
« de Russie - le 2 juin 2014, assorti d'un stage de trois
« années : du 18 décembre 2014 au 19 décembre 2016
« au sein du Centre hospitalier Hassan II de Fès et du
« 23 janvier 2017 au 23 janvier 2018 au Centre hospitalier
« provincial Moulay Ismail de Meknès, validé par
« la Faculté de médecine et de pharmacie de Fès - le
« 21 février 2018. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} hija 1439 (13 août 2018).

KHALID SAMADI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du
« Bulletin officiel » n° 6711 du 14 moharrem 1440 (24 septembre 2018).

Décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 77 du 13 kaada 1439 (27 juillet 2018) portant agrément de la société « CAM Leasing » en qualité de société de financement spécialisée dans le crédit-bail.

LE WALI DE BANK AL-MAGHRIB,

Vu la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le dahir n° 1-14-193 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014), notamment ses articles 34 et 43 ;

Vu l'arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 2134-95 du 10 rabii I 1416 (8 août 1995) portant agrément de la société SAFACRED en qualité de société de financement ;

Vu la décision de l'assemblée générale extraordinaire de la société « SAFACRED », tenue le 31 octobre 2008 modifiant la dénomination de la société « Assalaf Al Akhdar » ;

Vu la demande formulée par la société « Crédit Agricole du Maroc » en date du 23 janvier 2018 ;

Vu les informations complémentaires communiquées en date du 13 juillet 2018 ;

Après avis du Comité des établissements de crédit du 17 juillet 2017,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – La société dénommée « CAM Leasing » sise à Rabat, B.P 49, Place des Alaouites, est agréée en qualité de société de financement spécialisée dans le crédit-bail « leasing ».

ART. 2. – La présente décision est publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 13 kaada 1439 (27 juillet 2018).

ABDELLATIF JOUAHRI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du
« Bulletin officiel » n° 6712 du 17 moharrem 1440 (27 septembre 2018).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Décision du CSCA n° 25-18 du 22 ramadan 1439 (7 juin 2018) relative à l'émission «MOMO MORNING SHOW» diffusée par la société « HIT RADIO MAROC ».

LE CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE,

Vu la loi n° 11-15 portant réorganisation de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, notamment ses articles 3 (alinéa 1) et 4 (alinéas 8 et 9) ;

Vu la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée, notamment son article 2 (alinéa 2) ;

Vu le cahier des charges de la Société «HIT RADIO MAROC» notamment ses articles 20.1, et 34.2 ;

Après avoir pris connaissance des documents relatifs à l'instruction effectuée par la Direction générale de la communication audiovisuelle concernant les éditions du 23 et 27 mars 2018 de l'émission « Momo morning show », diffusées par le service radiophonique « HIT RADIO » édité par la Société « HIT RADIO MAROC » ;

Et après en avoir délibéré :

Attendu que dans le cadre du suivi régulier des programmes diffusés par les services audiovisuels, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle a relevé un ensemble d'observations concernant les éditions du 23 et 27 mars 2018 de l'émission « Momo morning show » diffusées de manière exceptionnelle du stand « Audi » dans la ville de Casablanca, qui ont contenu des termes tels que :

« (...) مومو مورنينك شوو مباشرة من الدار البيضاء، مباشرة من شارع مولاي سليمان. مباشرة من Le showroom Audi من أي واحد دايز من هنايا من شارع مولاي سليمان ف showroom ديال Audi يوقف عندنا يدوز عندنا مرحبا بيه... ليوما تبعو معايا مزيان شنو غادي يوقع اليوم عندنا ليكم 12 مليون ونص للرياح غوميز (remise) عند أودي (Audi) ف لوصالون ديا لوتوموبيل الجاي...فلوصالون ديال لوطوموبيل غادي تدخل ل stand VIP ديال Audi... مرحبا بالجميع (...) » : «الدخلة VIP ف لوصالون ديال لوطوموبيل مع Audi la classe»

Attendu que l'article 2 de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée dispose que :

« Pour application des dispositions de la présente loi, constituée :

1. Une publicité : toute forme de message radiodiffusé ou télévisé, notamment par des images des dessins ou formes, des discours écrits ou verbaux, diffusé contre rémunération ou autre contrepartie, destinée à informer le public ou à attirer son attention en vue, soit de promouvoir la fourniture de biens ou services, y compris ceux qui sont présentés sous leur appellation générique, dans le cadre d'une activité commerciale, industrielle, artisanale ou agricole ou de profession libérale, soit d'assurer la promotion commerciale d'une entreprise publique ou privée (...);

2. Une publicité clandestine : la présentation verbale ou visuelle, de manière explicite ou implicite, de marchandises, de services, du nom, de la marque ou des activités d'un producteur de marchandises ou d'un prestataire de services dans des programmes, lorsque cette présentation est faite de façon intentionnelle par l'opérateur de communication audiovisuelle dans un but publicitaire non explicite et risque d'induire le public en erreur sur la nature d'une telle présentation. Une présentation est considérée comme intentionnelle notamment lorsqu'elle est faite contre rémunération ou toute autre forme de paiement. » ;

Attendu que l'article 20.1 du cahier des charges dispose que : « l'Opérateur s'engage à ne pas diffuser de la publicité clandestine ou de la publicité interdite, telles que définies aux articles 2 (alinéas 2 et 3), 66, 67, 68 de la loi n° 77-03 précitée » ;

Attendu que, le Conseil Supérieur de la communication audiovisuelle a décidé, lors de sa plénière du 3 mai 2018, d'adresser une demande d'explications à la société « HIT RADIO MAROC », eu égard aux différentes observations enregistrées ;

Attendu que, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle a reçu en date du 23 mai 2018 une lettre de la société « HIT RADIO MAROC » par laquelle elle expose un ensemble de données relativement aux observations enregistrées ;

Attendu que, sans préjudice du principe de la liberté de la communication audiovisuelle, ainsi que du droit de tout opérateur de concevoir librement ses programmes et de choisir les modalités de leur diffusion conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, les éditions précitées ont contenu la présentation du nom d'une entité commerciale déterminée, de manière récurrente et claire, en plus de l'association à cette présentation de termes élogieux destinés à informer et à attirer l'attention du public ou à tout le moins une partie de celui-ci afin de visiter « le stand d'Audi », et ce, à travers l'utilisation de termes à caractère promotionnel tel que « Audi la classe ! » ; les séquences des éditions précitées réunissant de ce fait, les éléments constitutifs de la publicité clandestine ;

Attendu que l'article 34.2 du cahier des charges dispose que : « en cas de manquement à une ou plusieurs dispositions ou prescriptions applicables au Service ou à l'Opérateur, et sans préjudice des pénalités pécuniaires visées ci-dessus, la Haute Autorité peut, hormis ses décisions de mise en demeure, prononcer à l'encontre de l'Opérateur, compte tenu de la gravité du manquement, l'une des pénalités suivantes :

- L'avertissement ;

- La suspension de la diffusion du service ou d'une partie du programme pendant un mois au plus (...) » ;

Attendu que, en conséquence, il s'impose de prendre les mesures appropriées à l'encontre de la société « HIT RADIO MAROC » ;

PAR CES MOTIFS :

1. Déclare que la Société « HIT RADIO MAROC » a enfreint les dispositions légales et réglementaires relative à la communication publicitaire, notamment celles relatives à la publicité clandestine ;

2. Décide d'adresser un avertissement à la Société « HIT RADIO MAROC » ;

3. Ordonne la notification de la présente décision à la Société « HIT RADIO MAROC » et sa publication au *Bulletin officiel*.

Délibérée par le Conseil Supérieur de la communication audiovisuelle lors de sa plénière du 22 ramadan 1439 (7 juin 2018), tenue au siège de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle à Rabat.

*Pour le Conseil supérieur
de la communication audiovisuelle,*

La Présidente,

AMINA LEMRINI ELOUAHABI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6711 du 14 moharrem 1440 (24 septembre 2018).

**Décision du CSCA n° 27-18 du 12 chaoual 1439 (26 juin 2018)
relative à l'émission « MOMO MORNING SHOW »
diffusée par la société « HIT RADIO MAROC ».**

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA COMMUNICATION
AUDIOVISUELLE,

Vu la loi n° 11-15 portant réorganisation de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, notamment ses articles 3, 4 (alinéa 9) et 7 ;

Vu la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée, notamment ses articles 3, 4 et 9 ;

Vu le cahier des charges de la Société « HIT RADIO MAROC » notamment ses articles 7.1, 8.4, 9 et 34.2 ;

Vu la décision du Conseil Supérieur de la communication audiovisuelle n° 07-17 du 3 joumada II 1438 (2 mars 2017) portant procédure des plaintes, notamment ses articles 2, 3, 4, 5 et 6 ;

Vu la plainte de Madame « Mouna Echchaâchoufi » reçue en date du 20 avril 2018 relative à l'édition du 29 mars 2018 de l'émission « MOMO MORNING SHOW » diffusée par le service radiophonique « HIT RADIO » édité par la Société « HIT RADIO MAROC » ;

Après avoir pris connaissance des documents relatifs à l'instruction effectuée par la Direction générale de la communication audiovisuelle concernant l'édition du 29 mars 2018 de l'émission « MOMO MORNING SHOW », diffusée par le service radiophonique « HIT RADIO » édité par la Société « HIT RADIO MAROC »,

Et après en avoir délibéré :

Attendu qu'il ressort à la lecture de la plainte de Mme « Mouna Echchaâchoufi » que l'édition du 29 mars 2018 de l'émission « MOMO MORNING SHOW », avait pour sujet la tentative de viol dont a été victime une fille dans la province de Ben Guerir et contenait des interventions téléphoniques de la part des auditeurs, commentées sur un ton humoristique par l'animateur de l'émission par des propos tels que : « أنه يجب، توزيع الصابون على الشباب » ;

Attendu qu'il ressort également à la lecture de la plainte, des propos tels que :

(...) « الجملة تحمل في ثناياها مجموعة من الإيحاءات الجنسية (...) والتي من شأنها أن تقزز الإنسان العادي، والتي قد تصدم جمهور الناشئين خاصة (...) » ;

Attendu que l'article 7 de la loi n°11-15 portant réorganisation de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle dispose que :

« Le Conseil Supérieur reçoit des plaintes (...) relatives à des violations par les organes et les opérateurs de communication audiovisuelle des lois ou règlements applicables au secteur de la communication audiovisuelle.

Les particuliers ont également le droit de saisir le Conseil supérieur de plaintes, relatives à des violations par les opérateurs de la communication audiovisuelle des lois ou règlements applicables au secteur.

Il instruit lesdites plaintes et leur donne la suite prévue par les lois ou règlements applicables à l'infraction. Il y statue dans un délai de soixante (60) jours qui peut être prorogé une seule fois pour une durée de trente (30) jours et doit informer la partie concernée de l'issue de sa plainte. (...) » ;

Attendu que la plainte est de ce fait, recevable en la forme ;

Attendu qu'il a été relevé lors du suivi de l'édition du 29 mars 2018 de l'émission « MOMO MORNING SHOW », qu'elle avait pour sujet, la vidéo diffusée sur les réseaux sociaux et les sites électroniques, relative à la tentative de viol d'une fille par un jeune homme, et que durant les réactions des auditeurs qui ont exprimé leurs points de vue sur cette affaire, l'animateur de l'émission a proposé une solution pour éradiquer ces agissements en utilisant des termes tels que :

: « ... عندي واحد الحل أنايا ... يبدأ ويفرقوا الصابون فابور... اللي كيتعامل بحال هكذا واللي كيدير بحال هكذا أحسن حاجة ديري معاه هو تصفطي ليه شي صابونة فابور. » ;

Attendu que l'article 3 de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée, dispose que :

« La communication audiovisuelle est libre. (...) ».

Cette liberté s'exerce dans le respect des constantes du Royaume, des libertés et des droits fondamentaux, tels que prévus par la Constitution, de l'ordre public, des bonnes mœurs et des exigences de la défense nationale. (...) » ;

Attendu que l'article 4 de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée, dispose que :

« *Sous réserve des principes énoncés ci-dessus et de la préservation du caractère pluraliste des courants d'opinion et de pensée et de la liberté d'entreprendre, les opérateurs de la communication audiovisuelle conçoivent librement leurs programmes. Ils en assument l'entière responsabilité éditoriale. (...) » ;*

Attendu que l'article 9 de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle que modifiée et complétée, dispose que :

« *Sans préjudice des sanctions prévues par les textes en vigueur, les émissions et les reprises de programmes ou de parties de programmes ne doivent pas :*

- (...) ;
- Porter atteinte à la moralité publique ;
- (...) . » ;

Attendu que l'article 7.1 du cahier des charges de la Société « HIT RADIO MAROC » dispose que :

« (...) *le commentaire des faits et événements publics doit être impartial et exempt de toute exagération ou sous-estimation.*

Lorsque la parole est donnée à des invités ou au public, l'Opérateur doit veiller à l'équilibre, au sérieux et à la rigueur des prises de parole dans le respect de l'expression pluraliste des divers courants de pensée et d'opinion. (...) » ;

Attendu que l'article 8.4 du cahier des charges de la Société « HIT RADIO MAROC » dispose que :

« (...) *dans le cas d'émission traitant de phénomènes sociaux complexes et délicats ou de situations individuelles intéressant les enfants et les adolescents, l'Opérateur est tenu d'assurer une animation responsable, mesurée et éclairée, dans le but de maintenir un niveau de débat respectueux des auditeurs et protecteur du jeune public. (...) » ;*

Attendu que l'article 9 du cahier des charges de la Société « HIT RADIO MAROC » dispose que :

« (...) *L'Opérateur prépare ses émissions en toute liberté, dans le respect des dispositions légales et du présent cahier de charges. Il assume l'entière responsabilité à cet égard. Cette liberté est exercée dans le respect de la dignité humaine, de la liberté, du droit à l'image, de la propriété d'autrui, de la diversité et de la nature pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion, ainsi que dans le respect des valeurs religieuses, de l'ordre public, des bonnes mœurs et des exigences de la défense nationale. (...) . » ;*

Attendu que, le Conseil Supérieur de la communication Audiovisuelle a décidé, lors de sa plénière du 10 mai 2018 d'adresser une demande d'explications à la société « HIT RADIO MAROC », eu égard aux différentes observations enregistrées ;

Attendu que, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle a reçu en date du 30 mai 2018 une lettre de la société « HIT RADIO MAROC » par laquelle elle expose un ensemble de données relativement aux observations enregistrées ;

Attendu que, sans préjudice du principe de la liberté de la communication audiovisuelle, ainsi que du droit de tout opérateur de concevoir librement ses programmes et de choisir les modalités de leur diffusion, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'édition du 29 mars 2018 de l'émission « MOMO MORNING SHOW » a contenu les propos précités, qui, étant donné, d'une part, le contexte dans lequel ils ont été diffusés en relation avec les réactions du public sur l'affaire de la tentative de viol ainsi que les différentes interventions des auditeurs concernant les causes et les solutions permettant de surmonter ce phénomène social complexe, et d'autre part, la manière avec laquelle l'animateur a traité l'affaire et les répercussions qu'elle a pu avoir, sont de nature à porter atteinte aux mœurs et à la moralité publique, ce qui met de ce fait l'émission en non-conformité avec les obligations légales et réglementaires encadrant la liberté de la communication audiovisuelle, notamment celles relatives à la moralité publique et au jeune public ;

Attendu que l'article 34.2 du cahier des charges de la Société « HIT RADIO MAROC » dispose que :

« *en cas de manquement à une ou plusieurs dispositions ou prescriptions applicables au Service ou à l'Opérateur, et sans préjudice des pénalités pécuniaires visées ci-dessus, la Haute Autorité peut, hormis ses décisions de mise en demeure, prononcer à l'encontre de l'Opérateur, compte tenu de la gravité du manquement, l'une des pénalités suivantes :*

- L'avertissement ;
- La suspension de la diffusion du service ou d'une partie du programme pendant un mois au plus (...) » ;

Attendu que, en conséquence, il s'impose de prendre les mesures appropriées à l'encontre de la société « HIT RADIO MAROC ».

Par ces motifs :

1. Déclare que :

• En la forme : est recevable la plainte de Madame « Mouna Echchaâchoufi » ;

• Sur le fond : la société « HIT RADIO MAROC » a enfreint les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment celles relatives à la moralité publique et au jeune public ;

2. Décide d'adresser un avertissement à la Société « HIT RADIO MAROC » ;

3. Ordonne la notification de la présente décision à la Société « HIT RADIO MAROC » et à la plaignante et sa publication au *Bulletin officiel*.

Délibérée par le Conseil Supérieur de la communication audiovisuelle lors de sa plénière du 12 chaoual 1439 (26 juin 2018), tenue au siège de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle à Rabat.

*Pour le Conseil supérieur
de la communication audiovisuelle,*

La Présidente,

AMINA LEMRINI ELOUAHABI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6711 du 14 moharrem 1440 (24 septembre 2018).